

U N I D R O I T

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

=====

COMITE D'EXPERTS GOUVERNEMENTAUX CHARGE D'ELABORER UNE LOI MODELE SUR
LA DIVULGATION DES INFORMATIONS EN MATIERE DE FRANCHISE

Deuxième session
(Rome, 8 - 12 avril 2002)

Observations présentées par le gouvernement de la
Republique des Philippines

Les dispositions du projet couvrent uniquement la divulgation pré-contractuelle des informations et ne traitent ni de la relation des parties entre elles, ni des conséquences de la résiliation d'un accord de franchise.

La loi type recherche plutôt à donner des lignes directrices aux Etats membres qui ont déterminé le besoin de l'adoption d'une loi sur la divulgation des informations avant l'acquisition d'une franchise. Les Etats ne sont pas obligés de suivre strictement les dispositions de la Loi type puisqu'elle n'est pas obligatoire. De plus l'objectif du projet de Loi est de donner aux législateurs des différents Etats un modèle ou un guide leur permettant d'adopter une législation en la matière. Comme pour le projet de rapport explicatif, la Loi type sur la divulgation des informations devrait être considérée seulement comme un exemple à partir duquel les législateurs pourraient tirer les principes et les idées pour rédiger des lois au bénéfice des franchiseurs comme des franchisés sans sacrifier la protection due à chacune des parties selon le droit applicable de chacun des Etats.

Beaucoup d'informations doivent être données par les franchiseurs. L'objectif du document d'information et de fournir au futur franchisé l'information qui va lui permettre de prendre une décision éclairée pour acquérir la franchise. Beaucoup de franchiseurs aux Philippines sont des étrangers (Mc Donald's, Wendy's, KFC), cette Loi type peut aider et protéger les entrepreneurs locaux.

Le franchisage aux Philippines n'est pas encore populaire en dépit du fait que cela est bon pour les petites et moyennes entreprises, dans le sens où les PME n'ont pas à dépenser pour créer leurs clientèles et n'ont que seulement à apporter un faible capital.

Les Philippines n'ont aucune objection à cette Loi type.